

conseil à agir, mais on ne devrait pas nous demander de remplir les statuts de lois inutiles. Est-ce que le Gouvernement se propose de désigner le Japon parmi les pays auxquels nous ne pourrions expédier d'armes? Il me semble que c'est là une chose que nous devrions savoir, car cette loi n'a de valeur que si telle est l'intention du Gouvernement.

L'hon. M. ILSLEY: Puis-je poser une question? L'honorable député nous demande-t-il de désigner le Japon et la Chine comme des pays auxquels devrait s'appliquer la prohibition d'exporter?

M. WOODSWORTH: Je ne vois guère pourquoi je suis appelé à déclarer ce que devrait être la politique du Gouvernement.

L'hon. M. ILSLEY: Je pensais bien que vous ne répondriez pas à cette question.

M. WOODSWORTH: Le ministre croyait que je ne répondrais pas à cette question? Je vais y répondre. Le ministre ne répond pas. Je pensais bien en effet qu'il ne répondrait pas; et le Gouvernement ne semble pas disposé à répondre. Selon moi, le Japon est un pays agresseur, et je pense que moralement nous sommes tenus de refuser d'expédier du matériel de guerre à un pays qui se fait l'auteur d'une agression. Je pense que cela est vrai. La Chine se trouve dans une situation absolument différente, mais le ministre et le Gouvernement ne semblent pas désirer répondre à cette question. Nous ne devrions pas, il me semble, être appelés à adopter cette loi à moins de savoir si l'on va s'en servir ou non.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je me permets de dire à mon honorable ami qu'en ce qui concerne le conflit espagnol il doit savoir que plusieurs pays se sont fait représenter dans un comité de non-intervention qui s'occupe d'empêcher le conflit de s'étendre dans ce pays. Ces pays ont été unanimes à décider de ne pas intervenir en Espagne. Bien qu'il ne soit pas représenté dans ce comité de non-intervention, le Canada a jugé à propos de se joindre à ces autres pays quant à l'attitude générale qu'ils ont prise à l'égard du conflit en Espagne. Une pareille politique de non-intervention n'existe pas chez les nations, à l'égard du conflit sino-japonais. Il n'y a pas même eu là de déclaration de guerre proprement dite. Les autres pays n'ont pas déclaré d'un commun accord qu'ils n'interviendraient pas dans ce domaine. Quand les autres nations auront convenu ensemble d'une politique de non-intervention, ce sera alors pour le nôtre le moment de décider s'il doit les imiter sur ce point.

[M. Woodsworth.]

M. WOODSWORTH: Je me permets de demander au premier ministre si nous n'avons pas signé des traités solennels nous obligeant à nous porter au secours d'un pays quand il est attaqué? Et puis-je poser aussi une deuxième question? Faut-il toujours, quand les intérêts canadiens sont en jeu, que le Canada attende que les autres pays aient agi?

Le très hon. M. MACKENZIE KING: Je ne pense pas que nous ayons besoin d'attendre, mais je pense qu'il est sage que nous prenions connaissance de nos obligations à la lumière de la situation mondiale actuelle.

M. WOODSWORTH: Alors les engagements se résument à bien peu de choses, n'est-ce pas?

Le très hon. M. LAPOINTE: Mon honorable ami préconise-t-il l'entrée du Canada dans cette guerre?

M. WOODSWORTH: Je n'ai préconisé rien de pareil. Ce que j'ai préconisé, c'est de refuser d'aider un pays agresseur à en opprimer un autre.

M. COLDWELL: Si j'ai bonne mémoire,—je n'ai pas les documents sous les yeux—je crois que le 5 ou le 6 octobre dernier, la Société des Nations, dont nous faisons partie, a invité les Etats membres à accorder leur appui moral à la Chine dans sa lutte, et une autre invitation du genre nous est parvenue plus récemment encore. Je crois qu'à la conférence de Bruxelles,—je parle encore de mémoire—le Canada fut mentionné comme étant le pays qui approvisionne largement le Japon en matières premières. Si notre qualité d'Etat membre de la Société des Nations nous impose des obligations d'ordre moral, il me semble...

Le très hon. MACKENZIE KING: Où donc l'honorable député a-t-il puisé le renseignement qu'il vient de nous communiquer, allant à dire que le Canada approvisionne le Japon? Je crois lui avoir entendu mentionner la Conférence de Bruxelles.

M. COLDWELL: Je crois que c'est une déclaration du délégué de Chine à la Conférence des neuf puissances, tenue à Bruxelles il y a six ou sept semaines.

Le très hon. MACKENZIE KING: J'aimerais bien à voir la déclaration avant d'entreprendre d'y répondre.

M. WOODSWORTH: Le premier ministre nous dira-t-il en même temps ce qui s'est passé à Bruxelles?

Le très hon. M. LAPOINTE: Pas au cours du débat sur le présent bill.